

Comité : Conseil des expert.e.s sur la sécurité mondiale

Thématique : Comment protéger les civils de l'insécurité ?

Nom de votre think tank/groupe de réflexion : Centre d'Excellence Européen Pour Lutter contre les Menaces Hybrides (Hybrid CoE)

1. De quelle manière votre think tank est concerné.e par le sujet ?

Le Hybrid CoE, est un think-tank à plaidoyer, en étroite collaboration avec l'UE et l'OTAN, son activité principale est d'étudier les menaces hybrides, de proposer des solutions aux Etats participants et des exercices d'entraînement pour contrer ces menaces.

Les menaces hybrides, sont exclusivement utilisées par des Etats autoritaires (ou des acteurs non étatiques, le plus souvent liés à des États autoritaires) tels que la Chine, la Russie ou l'Iran. Ce sont des activités nuisibles planifiées et menées avec une intention malveillante. Elles visent à affaiblir une cible, telle qu'un État ou une institution, par divers moyens, souvent combinés. On divise ces menaces en plusieurs thèmes : l'influence hybride, la guerre hybride, les menaces hybrides économiques.

L'influence hybride regroupe des menaces tels que les opérations de désinformation, l'ingérence électorale, l'instrumentalisation des migrants et l'exploitation de flou juridique (dans le droit international, surtout, et sur des sujets comme le cyberspace encore peu protégé par la juridiction internationale). L'influence Hybride a pour but de pousser l'Etat cible à prendre des décisions en faveur de l'agresseur.

Par exemple, en 2024, la Russie a utilisé de l'influence hybride en Roumanie. Lors de l'élection présidentielle qui s'y tenait, la Russie a été soupçonnée de financer le candidat d'extrême droite Călin Georgescu, et de le favoriser via des campagnes de désinformation, qui propageait sa rhétorique nationaliste. La Russie aurait gagné à son élection, car ce dernier aurait ralenti l'intégration de la Roumanie dans L'UE et favorisé les intérêts russe dans le pays.

Les menaces hybrides économiques désignent l'ensemble des menaces hybrides exploitant les faiblesses des infrastructures et de l'économie du pays cible. Elles incluent des menaces tels que les cyberattaques, la coercition économique et les perturbations des chaînes d'approvisionnement. Les infrastructures visées concernent des domaines capitaux comme l'énergie, les transports ou la santé. Par exemple, en 2022, en réaction aux sanctions économiques imposées par l'UE, la Russie a exploité la dépendance des pays européens au gaz russe, et orchestré un vrai chantage énergétique : en réduisant ou interrompant les livraisons de gaz. Cela a provoqué une crise énergétique en UE.

La guerre hybride, enfin, représente le "bout dur" des menaces hybrides. Elle est une combinaison des menaces hybrides vues précédemment, et de l'utilisation de forces irrégulières, et de méthodes de guerre non conventionnelles. La guerre hybride permet ainsi de déstabiliser le pays cible sans confrontation militaire ouverte.

Par exemple, elle a été utilisée par la Russie en 2014 lors de l'annexion de la Crimée. Cette dernière a usé de toutes sortes de menaces hybrides pour déstabiliser le régime, ainsi que des "petits hommes

verts". Ces derniers étaient des soldats russes, sans signes distinctifs, qui en 2014 avaient occupé l'aéroport international et le parlement de Simferopol (Crimée).

L'ensemble des menaces hybrides participent à créer un fort climat d'insécurité dans les pays démocratiques : en sapant la confiance des citoyens envers leurs institutions, en créant et en amplifiant les divisions dans les sociétés, en menaçant les infrastructures et l'approvisionnement à l'énergie. Hybrid CoE est donc fortement concerné par la problématique du Conseil des experts, puisqu'il participe activement à étudier, et trouver des solutions aux causes de cette insécurité : les menaces hybrides.

2. Que propose votre think tank ?

L'Hybrid CoE propose plusieurs solutions pour contrer les menaces hybrides, et, donc pallier à l'insécurité des citoyens du monde.

Tout d'abord, il s'agit de donner les moyens aux démocraties d'augmenter leur résilience face aux menaces hybrides. Il faut encourager les États membres à mettre en place de grandes campagnes de sensibilisation contre la désinformation, pour informer les citoyens sur le sujet et donc limiter l'impact des campagnes de désinformation.

Nous encourageons aussi les États membres à créer des agences nationales pour lutter contre les menaces hybrides, elles pourraient élaborer des stratégies de résilience aux menaces hybrides, et mettre en place des exercices pour entraîner l'administration publique à faire face à ces attaques. Il est impératif de lui allouer un budget annuel conséquent, et pour les États aux ressources limitées, de permettre à l'ONU de financer une partie de ce budget.

De plus, il est important de mettre en place des cellules interministérielles, pour bien coordonner la réponse face à ses menaces.

Ensuite, L'Hybrid CoE souhaite une adaptation du droit international pour prendre en compte les menaces hybrides. Cela permettrait de définir juridiquement les menaces hybrides de tous types (désinformation, cyberattaque, sabotage d'infrastructures maritimes, cyberspace...), et de pénaliser les états y ayant recours en leur infligeant une amende qui couvre les "dégâts" supposés et qui financera le budget de l'ONU alloué aux agences évoquées ci dessus. De plus, il faut responsabiliser les États, en les considérant comme responsables pour les attaques hybrides originaires de leur territoire ou effectués par des groupes privés de leur nationalité.

Concernant les menaces hybrides économiques, nous encourageons les États membres à diversifier leurs partenaires économiques, et d'éviter toute dépendance envers un partenaire hostile. Pour cela nous invitons les États membres à développer leurs relations multilatérales.

En outre, il est aussi vital pour des États dépendants aux énergies fossiles, de diversifier leur portefeuille énergétique en y ajoutant des énergies renouvelables, dont il maîtrise la production comme le nucléaire ou l'éolien.

Enfin, L'hybrid CoE incite les États membres à renforcer leurs institutions démocratiques. Pour limiter l'impact des menaces hybrides, il faut que les citoyens aient confiance en leurs institutions. Il est donc indispensable pour les états membre de mettre en place des dispositifs légaux permettant une meilleure représentation, une démocratie plus directe et une confiance plus accrue dans les institutions.